

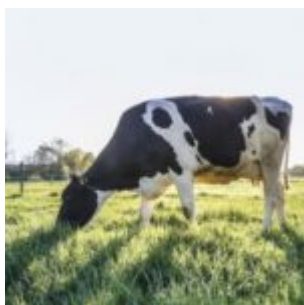
Exclusion d'un membre d'une association et droits de la défense



© 2025 Les Echos Publishing

La lettre qui demande à un membre de se présenter, en vue de son exclusion, à un entretien à des fins d'explication de son comportement « inacceptable et non en phase avec l'esprit du club » ne contient pas un exposé des griefs précis qui lui sont reprochés lui permettant de présenter utilement sa défense.

Loi d'orientation agricole : les principales mesures



© 2025 Les Echos Publishing

Définitivement adoptée il y a quelques semaines, la loi « d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le

renouvellement des générations en agriculture » a pour ambition de préserver la souveraineté agricole et alimentaire de la France, de favoriser la transmission des exploitations agricoles et de simplifier l'exercice de l'activité agricole.

Certification inexacte du kilométrage par le vendeur professionnel d'un véhicule



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsque le revendeur professionnel d'un véhicule a certifié son kilométrage, il engage sa responsabilité contractuelle en cas d'inexactitude ou d'incertitude de celui-ci, l'acheteur n'ayant pas à apporter la preuve d'une faute commise par le professionnel.

Bail mixte : c'est la

réglementation des baux commerciaux qui s'applique !



© 2025 Les Echos Publishing

Un bail mixte, c'est-à-dire portant à la fois sur des locaux à usage commercial et sur des locaux à usage d'habitation, est régi par le statut des baux commerciaux. Il en résulte que la procédure engagée par le bailleur pour résilier un tel bail n'est pas soumise aux dispositions des baux d'habitation.

La responsabilité pénale des personnes morales



© 2025 Les Echos Publishing

Une personne morale (une société notamment) peut être condamnée pénalement au même titre qu'une personne physique. Le Code pénal (art. 121-2) prévoit en effet que les personnes morales sont pénalement responsables des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou leurs représentants.

Toutes les personnes morales (à l'exception de l'État, bien sûr) et toutes les infractions (contraventions, délits ou crimes) étant visées. Le point sur cette responsabilité pénale.

Rupture d'une relation commerciale établie : et pendant le préavis ?



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'une entreprise met fin à une relation commerciale établie de longue date avec un fournisseur, elle doit, pendant la durée du préavis, maintenir cette relation aux mêmes conditions que celles existant avant la notification de la rupture, sauf circonstances particulières.

Quand un franchisé viole

L'exclusivité territoriale d'un autre franchisé



© 2025 Les Echos Publishing

Le franchisé qui prospecte de manière ciblée la clientèle située sur le territoire dans lequel un autre franchisé détient une exclusivité conférée par le franchiseur commet un acte de concurrence déloyale, peu importe que cette prospection ne vise pas spécifiquement la clientèle de ce dernier.

Renonciation du conjoint commun en biens d'un associé à la qualité d'associé



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'une personne mariée sous le régime de la communauté a apporté des biens communs à une SARL ou à une société civile,

son conjoint a le droit de revendiquer lui-même la qualité d'associé ou de renoncer à cette qualité. Sa renonciation peut être tacite mais à condition d'être sans équivoque.

Devoir de mise en garde de la banque à l'égard d'une caution « non avertie »



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsque, compte tenu de ses qualités et de ses fonctions, la personne qui se porte caution auprès d'une banque est considérée comme « avertie », la banque n'est pas tenue à un devoir de mise en garde envers elle.

**Contrat conclu hors
établissement avec un**

consommateur : gare aux mentions obligatoires !



© 2025 Les Echos Publishing

Un contrat conclu hors établissement avec un consommateur doit mentionner toutes les informations requises par la loi. À défaut, il est susceptible d'être annulé.